

# Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Grosses-Roches

Code géographique : 08015

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Linda Imbeault , atteste la véracité du rapport financier

de Grosses-Roches pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2016-03-29

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

## **Section I - États financiers**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la municipalité de Grosses-Roches, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Fondement de l'opinion avec réserve**

Comme il est mentionné à la note 3, la municipalité a modifié sa méthode de comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Cette modification a été adoptée rétrospectivement, mais les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 n'ont pas été retraités, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, puisque cette modification nuit à la fiabilité des états financiers des exercices antérieurs. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 n'ont pu être déterminées.

**Opinion avec réserve**

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe de fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Grosses-Roches au 31 décembre 2015 ainsi que des résultats de ses activités, de la

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la municipalité de Grosses-Roches inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16-1, 16-2 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

---

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A110699

DATE 2016-03-29

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	417 322	428 646			428 646	396 940
Compensations tenant lieu de taxes	2	16 302	10 228			10 228	12 773
Quotes-parts	3						
Transferts	4	378 306	237 013			237 013	384 113
Services rendus	5	11 550	13 449			13 449	14 664
Imposition de droits	6	5 450	6 148			6 148	8 177
Amendes et pénalités	7						
Intérêts	8	6 000	7 253			7 253	6 567
Autres revenus	9	3 500	2 978			2 978	1 443
	10	838 430	705 715			705 715	824 677
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		5 485			5 485	41 935
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						16 858
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		5 485			5 485	58 793
	18	838 430	711 200			711 200	883 470
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	152 249	158 058			158 058	149 753
Sécurité publique	20	83 362	85 025	11 405		96 430	92 599
Transport	21	159 000	211 002	32 039		243 041	248 784
Hygiène du milieu	22	325 052	134 597	43 606		178 203	178 504
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	22 705	23 830	627		24 457	23 533
Loisirs et culture	25	9 060	14 349	2 467		16 816	6 075
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	101 225	99 250			99 250	102 856
Amortissement des immobilisations	28		90 144	( 90 144 )			
	29	852 653	816 255			816 255	802 104
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	(14 223)	(105 055)			(105 055)	81 366

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(14 223)	(105 055)	81 366
Moins: revenus d'investissement	2	( )	( 5 485 )	( 58 793 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(14 223)	(110 540)	22 573
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4		90 144	88 314
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		90 144	88 314
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	( )	( 23 420 )	( 145 500 )
	18		(23 420)	(145 500)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19	( )	( 542 )	( )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	14 223	42 562	12 916
Excédent de fonctionnement affecté	21		17 478	43 513
Réserves financières et fonds réservés	22			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			57 278
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	14 223	59 498	113 707
	26	14 223	126 222	56 521
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		15 682	79 094

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1		5 485	58 793
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2 (	)	)	)
Sécurité publique	3 (	)	)	)
Transport	4 (	)	1 392 )	)
Hygiène du milieu	5 (	)	29 796 )	2 371 )
Santé et bien-être	6 (	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	)	)
Loisirs et culture	8 (	)	(850) )	25 518 )
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)
	10 (	)	30 338 )	27 889 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11 (	)	)	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Émission ou acquisition	12 (	)	)	)
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14		542	
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			8 660
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18		542	8 660
	19		(29 796)	(19 229)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20		(24 311)	39 564

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	84 692	93 584	89 482
<b>Charges sociales</b>	2	13 081	11 874	11 259
<b>Biens et services</b>	3	528 736	389 291	385 968
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	3 115	12 906	14 586
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	98 110	86 344	88 270
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	124 919	129 725	121 474
Autres	10			
Autres organismes	11		2 387	2 751
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12		90 144	88 314
<b>Autres</b>				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	852 653	816 255	802 104

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	417 322	428 646	396 940
Compensations tenant lieu de taxes	2	16 302	10 228	12 773
Quotes-parts	3			
Transferts	4	378 306	242 498	426 048
Services rendus	5	11 550	13 449	14 664
Imposition de droits	6	5 450	6 148	8 177
Amendes et pénalités	7			
Intérêts	8	6 000	7 253	6 567
Autres revenus	9	3 500	2 978	18 301
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	838 430	711 200	883 470
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	152 249	158 058	149 753
Sécurité publique	13	83 362	96 430	92 599
Transport	14	159 000	243 041	248 784
Hygiène du milieu	15	325 052	178 203	178 504
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	22 705	24 457	23 533
Loisirs et culture	18	9 060	16 816	6 075
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	101 225	99 250	102 856
	21	852 653	816 255	802 104
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	(14 223)	(105 055)	81 366
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		2 369 609	2 288 243
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		2 622 816	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		4 992 425	2 288 243
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		4 887 370	2 369 609

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(14 223)	(105 055)	81 366
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	30 338 ) (	27 889 )
Produit de cession	3			
Amortissement	4		90 144	88 314
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		59 806	60 425
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(137)	1 212
Variation des autres actifs non financiers	10		1 039	5 347
	11		902	6 559
	12	(14 223)	(44 347)	148 350
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(14 223)	(44 347)	148 350
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(3 369 528)	(3 517 878)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16		2 622 816	
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(746 712)	(3 517 878)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(791 059)	(3 369 528)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	
Débiteurs (note 5)	3	2 978 505
Prêts (note 6)	4	549 582
Placements de portefeuille (note 7)	5	
Participations dans des entreprises municipales	6	
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	
Autres actifs financiers (note 9)	8	
	9	2 978 505
		549 582
<b>PASSIFS</b>		
Découvert bancaire	10	8 370
Emprunts temporaires (note 10)	11	445 661
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	41 506
Revenus reportés (note 12)	13	9 054
Dette à long terme (note 13)	14	3 264 973
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	
	16	3 769 564
		3 919 110
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(791 059)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations (note 15)	18	5 671 910
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	520
Stocks de fournitures	20	1 692
Autres actifs non financiers (note 17)	21	4 307
	22	5 678 429
		5 739 137
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	4 887 370
		2 369 609

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(105 055)	81 366
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	90 144	88 314
Autres			
- redressement (notes 3 et 20)	3	2 622 816	
-	4		
	5	2 607 905	169 680
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(2 428 923)	184 012
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	4 590	(337 207)
Revenus reportés	9	6 243	1 024
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(137)	1 212
Autres actifs non financiers	13	1 039	5 347
	14	190 717	24 068
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 30 338 )	( 27 889 )
Produit de cession	16		
	17	(30 338)	(27 889)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	24		
Remboursement de la dette à long terme	25	( 169 074 )	( 189 680 )
Variation nette des emprunts temporaires	26	28 490	61 473
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(140 584)	(128 207)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	31	19 795	(132 028)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	32	(28 165)	103 863
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	33	(8 370)	(28 165)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### 1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

### 2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

#### A) Périmètre comptable et partenariat

La municipalité n'a pas d'organismes contrôlés ni de partenariats à inclure au périmètre comptable.

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

##### Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

### **C) Actifs financiers**

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

#### *Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique de la municipalité est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

#### *Placements*

Les placements temporaires, qui sont constitués de dépôts à terme sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

### **D) Passifs**

#### **Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

#### **Passif au titre des sites contaminés**

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la municipalité, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la municipalité en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

### **E) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

#### *Stocks*

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

#### *Immobilisations*

##### Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Taux

Infrastructures	de 2,5 à 6,67%
Bâtiments	2,5%
Véhicules	de 5% à 10%
Machinerie, outillage et équipement	de 5% à 10%
Ameublement et équipement de bureau	de 10% à 20%

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**F) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste de revenus reportés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**G) Avantages sociaux futurs**

S/O

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales:

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- Intérêts sur la dette à long terme (déduction faite des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes;

### I) Instruments financiers

S/O

### J) Autres éléments

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

## 3. Modification de méthodes comptables

### Passif au titre des sites contaminés

Au cours de l'exercice, la municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260, « Passif au titre des sites contaminés ».

L'adoption de cette norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

### Paievements de transferts

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transferts relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Antérieurement, la municipalité ne constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la municipalité a satisfait aux critères d'admissibilité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Cette modification a entraîné, au 1er janvier 2015, une augmentation de l'excédent accumulé de 2 622 816 \$. Les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 n'ont pas été redressés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	76 322	62 381
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 891 793	471 971
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	7 634	9 303
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Droits de mutation et autres	9	2 756	5 927
-	10		
	11	2 978 505	549 582
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	2 815 438	282 307
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	2 815 438	282 307
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs			
	16		
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014	
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( _____ ) ( _____ )	
	27	_____	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33	_____	
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
<b>Note</b>			
<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
<b>Note</b>			
<b>10. Emprunts temporaires</b>			
La municipalité bénéficie d'une marge de crédit de 75 000 \$ pour ses activités courantes au taux préférentiel (2,7 %), ainsi que d'une marge de crédit de 5 963 596\$ pour ses activités d'investissement au taux préférentiel (2,7 %). Les marges de crédit sont renouvelables annuellement.			
<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	7 968	2 644
Salaires et avantages sociaux	38	(327)	(316)
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Organismes municipaux	43	9 835	7 990
- Intérêts courus à payer	44	24 030	26 598
-	45		
-	46		
-	47		
	48	41 506	36 916
<b>Note</b>			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	49	5 016	2 811
Transferts	50	4 038	
Autres			
-	51		
-	52		
	53	9 054	2 811
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	5,84	2016	2020	54	3 264 973	3 433 873
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		174
Autres					61		
					62	3 264 973	3 434 047
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	( )	( )
					64	3 264 973	3 434 047

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2015</u>	
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2016	65	73	179 783	81	90	98	179 783
2017	66	74	181 710	82	91	99	181 710
2018	67	75	2 751 280	83	92	100	2 751 280
2019	68	76	49 800	84	93	101	49 800
2020	69	77	51 100	85	94	102	51 100
2021 et +	70	78	51 300	86	95	103	51 300
	71	79	3 264 973	87	96	104	3 264 973
Intérêts et frais accessoires				88	( )	105	( )
	72	80	3 264 973	89	97	106	3 264 973

**Note**

		2015	2014
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(791 059)	(748 102)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		(2 621 426)
Autres	109		
	110	(791 059)	(3 369 528)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	111	1 032 471	139		166		193	1 032 471
Eaux usées	112		140		167		194	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	1 979 940	141		168	31 577	195	1 948 363
Autres	114		142		169		196	
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	59 706	144		171		198	59 706
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118		146		173		200	
Ameublement et équipement de bureau	119	37 090	147		174		201	37 090
Machinerie, outillage et équipement divers	120	39 812	148	1 392	175		202	41 204
Terrains	121	3 838	149		176		203	3 838
Autres	122		150		177	(24 668)	204	24 668
	123	<u>3 152 857</u>	151	<u>1 392</u>	178	<u>6 909</u>	205	<u>3 147 340</u>
Immobilisations en cours	124	<u>4 207 550</u>	152	<u>28 946</u>	179	<u>(6 909)</u>	206	<u>4 243 405</u>
	125	<u>7 360 407</u>	153	<u>30 338</u>	180		207	<u>7 390 745</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	126	103 247	154	41 299	181		208	144 546
Eaux usées	127		155		182		209	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	1 410 291	156	41 287	183		210	1 451 578
Autres	129		157		184		211	
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	48 383	159	2 264	186		213	50 647
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133		161		188		215	
Ameublement et équipement de bureau	134	37 090	162		189		216	37 090
Machinerie, outillage et équipement divers	135	29 680	163	2 827	190		217	32 507
Autres	136		164	2 467	191		218	2 467
	137	<u>1 628 691</u>	165	<u>90 144</u>	192		219	<u>1 718 835</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	138	<u>5 731 716</u>					220	<u>5 671 910</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	520	520
	234	520	520
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	520	520

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	237		
Frais reportés			
- Rôle triennal d'évaluation	238		5 346
- Frais d'escompte reportés	239	4 307	
	240	4 307	5 346

**Note****18. Obligations contractuelles**

La municipalité s'est engagée, d'après un contrat de déneigement échéant en 2018, à verser une somme de 200 516 \$. Les paiements exigibles pour les trois prochains exercices s'élèvent à 85 935 \$ en 2016 et 2017 et à 28 646 \$ en 2018.

De plus, la municipalité s'est engagée, d'après un contrat pour l'exploitation des stations de production d'eau potable et des stations d'épuration des eaux usées échéant en 2016, à verser une somme de 9 492\$. Les paiements exigibles pour le prochain exercice s'élèvent à 9 492 \$.

Finalement, la municipalité s'est engagée, d'après un contrat pour la location d'une photocopieuse échéant en 2019, à verser une somme de 2 848\$. Les paiements exigibles pour les quatre prochains exercices s'élèvent à 712 \$ de 2016 à 2019.

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la municipalité régionale de comté de La Matanie. Au 31 décembre 2015, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 204 627 \$.

**b) Auto-assurance**

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

---

**c) Poursuites**

Le 11 février 2015, la municipalité a reçu une mise en demeure d'une entreprise ayant réalisé des travaux pour la municipalité. L'entreprise demande le remboursement d'une somme de 91 000 \$ retenue par la municipalité à titre de pénalité ainsi que des frais de 66 235 \$ qu'elle aurait dû débourser suite à des retards quant à la date prévue de début des travaux pour un total de 157 235 \$. La direction est d'avis que la poursuite est non fondée et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

**d) Autres**

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

Au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la méthode de comptabilisation des paiements de transferts relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Cette modification a entraîné, au 1er janvier 2015, une augmentation de l'excédent accumulé de 2 622 816 \$.

De plus, la municipalité a procédé à la correction du montant à pourvoir dans le futur au 31 décembre 2014. Cette correction a entraîné, au 1er janvier 2015, une diminution du montant à pourvoir dans le futur de 57 359 \$ et la diminution de l'excédent accumulé de 57 359 \$.

Les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 n'ont pas été retraités (voir note 3).

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale. Les données budgétaires ne sont pas auditées.

**22. Instruments financiers**

S.O.

**23. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

	2015	2014
Encaisse	241	
Découvert bancaire	242 ( 8 370 )	( 28 165 )
Placements temporaires	243	
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
-	248 ( )	( )
-	249 ( )	( )
-	250 ( )	( )
-	251 ( )	( )
-	252 ( )	( )
-	253 ( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>254 (8 370)</b>	<b>(28 165)</b>

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Note**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**24. Fonds local d'investissement**

2015

2014

**RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>265</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	(                    )	(                    )
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>277</b>		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**25. Fonds local de solidarité****2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	(	) (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

---

**Note sur la dette à long terme**

---

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

---

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 99 767	190 998
Excédent de fonctionnement affecté	2 14 492	24 978
Réserves financières et fonds réservés	3 1 640	1 640
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( ) ( )	58 751 )
Financement des investissements en cours	5 (394 065)	(369 754)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 5 165 536	2 580 498
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 4 887 370	2 369 609
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 99 767	190 998
Organismes contrôlés	10	11
	99 767	190 998
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
-	12	
- Budget 2016	13 1 992	
- Budget 2015	14	14 223
- Numérisation matrice graphique	15	3 255
- Nettoyage bassin	16 12 500	7 500
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 14 492	24 978
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 14 492	24 978
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33	
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 1 640	1 640
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
-	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 1 640	1 640
	46 1 640	1 640

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	48 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	50 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	( )
Autres	52 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	53 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ( ) ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 ( ) ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	57 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ( ) ( )	58 751 )
Autres	59 ( ) ( )	( )
-	60 ( ) ( )	( )
	61 ( ) ( )	58 751 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ( ) ( )	( )
Autre financement	63 ( ) ( )	( )
	64 ( ) ( )	58 751 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	65	( )
Investissements à financer	66 ( 394 065 ) ( )	369 754 )
	67 (394 065)	(369 754)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 5 671 910	5 731 716
Propriétés destinées à la revente	69 520	520
Prêts	70	( )
Placements à titre d'investissement	71	( )
Participations dans des entreprises municipales	72	( )
	73 5 672 430	5 732 236
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 3 264 973	3 434 047
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 ( 2 815 438 ) ( )	282 309 )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 ( ) ( )	( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 ( ) ( )	( )
	79 449 535	3 151 738
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 57 359	( )
	81 506 894	3 151 738
	82 5 165 536	2 580 498

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2015	2014
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( )
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 ( )	( )
Rendement espéré des actifs	35	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36	
Charge de l'exercice	37	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	( _____ ) ( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%                      %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%                      %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%                      %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%                      %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%                      %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%                      %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2015	2014
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59	( _____ ) ( _____ )
Charge de l'exercice	60	( _____ ) ( _____ )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	( _____ ) ( _____ )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	( _____ ) ( _____ )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	( _____ ) ( _____ )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	( )	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	93 _____	_____

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94  Oui  
 95  Non

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96 _____	_____

**Description du régime**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	97 _____	_____
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM	98 _____	_____
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99 _____	_____
	100 _____	_____

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

---

**Administration municipale**

Dette à long terme	1	3 264 973
--------------------	---	-----------

**Ajouter**

Activités d'investissement à financer	2	394 065
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

**Déduire**

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	2 815 438
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	843 600
---	----	---------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

Endettement net à long terme	16	843 600
------------------------------	----	---------

---

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	204 627
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

---

Endettement total net à long terme	20	1 048 227
------------------------------------	----	-----------

---

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	1 048 227
---	----	-----------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

---

---

## **RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	249 411	252 649	237 738
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	756	817	1 156
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	250 167	253 466	238 894
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	57 266	57 596	52 452
Égout	11	2 700	2 730	2 724
Traitement des eaux usées	12	55 826	61 516	56 653
Matières résiduelles	13	43 628	43 688	39 370
Autres				
-Égout rue de la Mer	14	3 570		
-Vidange fosse septique	15	4 165	4 347	
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		1 733	1 950
Service de la dette	18		3 570	4 897
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	167 155	175 180	158 046
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	167 155	175 180	158 046
	26	417 322	428 646	396 940

**ANALYSE DES REVENUS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	3 771	3 771
	31	3 771	3 771
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	11 000	6 174
	35	11 000	6 174
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	14 771	9 945
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41	283	270
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42	1 531	
Taxes d'affaires	43		
	44	1 531	283
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	16 302	10 228
			12 773

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	52	500	
<b>Sécurité publique</b>			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	36 962	14 785
Enlèvement de la neige	58		22 177
Autres	59		112
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	55 561	10 226
Réseau de distribution de l'eau potable	68		17 785
Traitement des eaux usées	69	190 233	87 419
Réseaux d'égout	70		189 127
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71	10 050	2 689
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	86	3 816	
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
<b>Réseau d'électricité</b>	89		
	90	292 806	141 724
			295 793

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		16 420
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108	5 485	25 515
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129	5 485	41 935

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	85 500	85 573	78 254
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		9 716	10 066
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	85 500	95 289	88 320
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	378 306	242 498	426 048

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	5 500	5 441
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	5 500	5 441
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	5 500	5 441

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	6 050	3 018	6 708
Sécurité publique	183			
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190		4 581	2 215
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192		300	300
Loisirs et culture	193			
Réseau d'électricité	194			
	195	6 050	7 899	9 223
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	11 550	13 449	14 664
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	1 000	1 569	1 741
Droits de mutation immobilière	198	3 500	4 070	5 515
Droits sur les carrières et sablières	199		330	587
Autres	200	950	179	334
	201	5 450	6 148	8 177
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202			
<b>INTÉRÊTS</b>	203	6 000	7 253	6 567
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			14 858
Autres contributions	210			2 000
Autres	211	3 500	2 978	1 443
	212	3 500	2 978	18 301

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	26 107	21 526		21 526	25 122
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	95 579	100 177		100 177	95 807
Greffe	4	5 419				
Évaluation	5	18 219	28 590		28 590	21 187
Gestion du personnel	6					
Autres	7	6 925	7 765		7 765	7 637
	8	152 249	158 058		158 058	149 753
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	20 155	21 886		21 886	21 508
Sécurité incendie	10	63 207	63 139	11 405	74 544	71 091
Sécurité civile	11					
Autres	12					
	13	83 362	85 025	11 405	96 430	92 599
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	56 930	104 328		104 328	148 166
Enlèvement de la neige	15	91 450	93 932	32 039	125 971	92 034
Éclairage des rues	16	8 450	10 210		10 210	6 832
Circulation et stationnement	17	500	980		980	218
Transport collectif						
Transport en commun	18		1 552		1 552	1 534
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	1 670				
	22	159 000	211 002	32 039	243 041	248 784

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	96 480	44 316	43 606	87 922	87 298
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 300	2 138		2 138	3 291
Traitement des eaux usées	25	162 649	29 323		29 323	29 453
Réseaux d'égout	26	6 865	5 221		5 221	2 693
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	10 100	12 077		12 077	10 591
Élimination	28	30 543	28 124		28 124	31 407
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	10 100	8 339		8 339	8 429
Tri et conditionnement	30	2 200	2 302		2 302	2 230
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	735	684		684	734
Autres	36					
Cours d'eau	37	2 080	2 073		2 073	2 378
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	325 052	134 597	43 606	178 203	178 504
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	22 705	19 504	627	20 131	20 208
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48		4 326		4 326	3 325
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	22 705	23 830	627	24 457	23 533

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	3 940	4 021	2 467	6 488	1 058
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55		5 211		5 211	
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	5 120	5 117		5 117	5 017
	60	9 060	14 349	2 467	16 816	6 075
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66					
	67	9 060	14 349	2 467	16 816	6 075
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dette à long terme						
Intérêts	69	101 225	99 250		99 250	102 856
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	101 225	99 250		99 250	102 856
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>	74		90 144	( 90 144 )		

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité de Grosses-Roches (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

[Original signé par]

1

---

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A110699

DATE 2016-03-29

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		428 646
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
<b>Revenus de taxes</b>	<b>11</b>		<b>428 646</b>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes		1	428 646
<b>Ajouter</b>			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>		4	<u>428 646</u>
<b>Déduire</b>			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	1 733	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>                    </u>	10 <u>1 733</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>		11	<u>426 913</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 <sup>2</sup>	1	22 238 300
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2015 <sup>2</sup>	2	22 390 600
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	22 314 450

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	426 913
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	22 314 450
<b>Taux global de taxation réel de 2015</b>	6	<input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="1"/> , <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="9"/> <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="1"/> <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="3"/> <input style="width: 20px; height: 20px; border: 1px solid black;" type="text" value="2"/> / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	29 796	1 158
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		1 213
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	(850)	25 518
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 392	
Terrains	20		
Autres	21		
	22	30 338	27 889

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	29 796	1 158
Autres infrastructures	27		1 213
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	542	25 518
	34	30 338	27 889

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	3 433 873		168 900	3 264 973
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	174		174	
Autres	6				
	7	3 434 047		169 074	3 264 973
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	513 219		76 353	436 866
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	17 095		4 426	12 669
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	530 314		80 779	449 535
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	282 307	2 621 426	88 295	2 815 438
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	282 307	2 621 426	88 295	2 815 438
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	282 307	2 621 426	88 295	2 815 438
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	2 621 426		2 621 426	
Prêts	23				
Autres	24				
	25	2 903 733	2 621 426	2 709 721	2 815 438
	26	3 434 047	2 621 426	2 790 500	3 264 973
Dette en cours de refinancement	27	( )		( )	
Reclassement / Redressement	28		(2 621 426)	(2 621 426)	
	29	3 434 047		169 074	3 264 973

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	18 219	23 244	15 840
Autres	3	17 720	21 143	18 461
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	56 670	56 715	54 441
Sécurité civile	6			
Autres	7			163
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9		1 552	1 534
Autres	10	1 670		
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	735	684	734
Cours d'eau	13	2 080	2 073	2 378
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	18 227	14 871	19 581
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	4 478	4 326	3 325
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	5 120	5 117	5 017
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	124 919	129 725	121 474

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	30,00	37 040	5 612	42 652
Professionnels	2					
Cols blancs	3	2,00	28,00	7 524	1 149	8 673
Cols bleus	4	2,00	37,00	32 608	4 491	37 099
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	5,00		77 172	11 252	88 424
Élus	9	7,00		16 412	622	17 034
	10	12,00		93 584	11 874	105 458

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14		5 485			5 485
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	233 197			3 816	237 013
	17	233 197	5 485		3 816	242 498

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1		27		53		79		105		131
Évaluation	2	28 590	28		54	28 590	80		106	28 590	132
Autres	3	129 468	29		55	129 468	81	3 018	107	126 450	133
	4	158 058	30		56	158 058	82	3 018	108	155 040	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	21 886	31		57	21 886	83		109	21 886	135
Sécurité incendie	6	63 139	32	11 405	58	74 544	84	5 550	110	68 994	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	85 025	35	11 405	61	96 430	87	5 550	113	90 880	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	104 328	36		62	104 328	88		114	104 328	140
Enlèvement de la neige	11	93 932	37	32 039	63	125 971	89		115	125 971	141
Autres	12	11 190	38		64	11 190	90		116	11 190	142
Transport collectif	13	1 552	39		65	1 552	91		117	1 552	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	211 002	41	32 039	67	243 041	93		119	243 041	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	44 316	42	43 606	68	87 922	94	4 581	120	83 341	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	2 138	43		69	2 138	95		121	2 138	147
Traitement des eaux usées	18	29 323	44		70	29 323	96		122	29 323	148
Réseaux d'égout	19	5 221	45		71	5 221	97		123	5 221	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	40 201	46		72	40 201	98		124	40 201	150
Matières recyclables	21	10 641	47		73	10 641	99		125	10 641	151
Autres	22	684	48		74	684	100		126	684	152
Cours d'eau	23	2 073	49		75	2 073	101		127	2 073	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	134 597	52	43 606	78	178 203	104	4 581	130	173 622	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	157		172		187		202		217		232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159		174		189		204		219		234
	160		175		190		205		220		235
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	19 504	176	627	191	20 131	206	300	221	19 831	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237
Promotion et développement économique	163	4 326	178		193	4 326	208		223	4 326	238
Autres	164		179		194		209		224		239
	165	23 830	180	627	195	24 457	210	300	225	24 157	240
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	166	14 349	181	2 467	196	16 816	211		226	16 816	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167		182		197		212		227		242
Autres	168		183		198		213		228		243
	169	14 349	184	2 467	199	16 816	214		229	16 816	244
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245
	171	626 861	186	90 144	201	717 005	216	13 449	231	703 556	246
											99 250

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	18 306	15 936
<b>Frais de financement</b>	4	12 032	11 953
<b>Autres</b>	5		
	6	<b>30 338</b>	<b>27 889</b>

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		2015	2014
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	190 998	142 864
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(57 359)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	133 639	142 864
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	15 682	79 094
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(42 562)	(12 916)
Activités d'investissement	6		(8 660)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(6 992)	(22 478)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		13 094
	11	(33 872)	48 134
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	99 767	190 998
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	24 978	46 013
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	24 978	46 013
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(17 478)	(43 513)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	6 992	22 478
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(10 486)	(21 035)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	14 492	24 978
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	1 640	1 640
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 640	1 640
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26		
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	1 640	1 640

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	2015	2014
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( 58 751 )	( 1 472 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33 58 751	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( )	( 1 472 )
<b>Augmentation de l'exercice</b>		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	39 ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	42 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ( )	57 279 )
Autres	44 ( )	( )
	45 ( )	( 57 279 )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ( )	( )
Autre financement	47 ( )	( )
	48 ( )	( 57 279 )
<b>Diminution de l'exercice</b>		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux	49	
activités de fonctionnement	50	
	51	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	52 ( )	( 58 751 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	53 (369 754)	(396 224)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (369 754)	(396 224)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à		
des fins fiscales	56 (24 311)	39 564
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	(13 094)
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59	
	60 (24 311)	26 470
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	61 (394 065)	(369 754)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	62 2 580 498	2 495 422
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63 2 621 426	
Solde redressé au début de l'exercice	64 5 201 924	2 495 422
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (36 388)	85 076
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	68 5 165 536	2 580 498

**FONDS DE ROULEMENT  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>                    </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>                    </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>                    </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>                    </u> 4	<u>                    </u>
	5	<u>                    </u>
Diminution	<u>                    </u> 6	<u>                    </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>                    </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 640				( )		1 640
Montant réservé pour le service de la dette					( )		
	1 640				( )		1 640

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	( ) ( ) ( )	( )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	( ) ( ) ( )	( )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	( ) ( ) ( )	( )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	1   ,   1   3   0   0   \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	5	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	,           \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	0   ,   0   1   0   0   \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	12	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	,           \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	,           \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	19	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	,           \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	,           \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	,           \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	,           \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	,           \$
Catégorie des immeubles industriels	26	,           \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	,           \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	,           \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>
Eau	1	3   0   8   ,   0   0   \$
Égout	2	1   5   ,   0   0   \$
Eau et égout	3	,       \$
Traitement des eaux usées	4	3   3   8   ,   0   0   \$
Matières résiduelles	5	1   7   2   ,   0   0   \$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Taxe de secteur-service de la dette MAN	,0100	1	
Égout rue de la Mer	121,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
<b>Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement</b>			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 122, de la Mer  
(no) (rue)  
Grosses-Roches G0J 1K0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 733-4273  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 733-4273  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel grossesroches@lamatanie.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Linda Imbeault

Téléphone (418) 733-4273  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 733-4273  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel grossesroches@lamatanie.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON , SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 305 de la Gare, C.P. 305  
(no) (rue)  
Matane G4W 3N2  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 562-0203  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 562-9411  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel gauthier.rene@rcgt.com

Responsable du dossier René Gauthier, CPA auditeur, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1 .....  
.....

Facteur comparatif

2 .....  
.....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Linda Imbeault , atteste que le rapport financier de Grosses-Roches pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-03-29 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Grosses-Roches .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Grosses-Roches consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Grosses-Roches détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (105 055) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,9132 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-03-30 11:54:33

Date de transmission au Ministère : 2016/03/30

# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

*Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.*

Nom : Grosses-Roches

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	838 430	705 715	824 677
Investissement	2		5 485	58 793
	3	838 430	711 200	883 470
<b>Charges</b>	4	852 653	816 255	802 104
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	(14 223)	(105 055)	81 366
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	5 485 ) (	58 793 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(14 223)	(110 540)	22 573
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations	8		90 144	88 314
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	) (	23 420 ) (	145 500 )
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	) (	542 ) (	)
Excédent (déficit) accumulé	12	14 223	60 040	113 707
Autres éléments de conciliation	13			
	14	14 223	126 222	56 521
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15		15 682	79 094

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>Actifs financiers</b>			
Débiteurs	1	2 978 505	549 582
Autres	2		
	3	2 978 505	549 582
<b>Passifs</b>			
Dette à long terme	4	3 264 973	3 434 047
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	504 591	485 063
	7	3 769 564	3 919 110
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	8	(791 059)	(3 369 528)
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations	9	5 671 910	5 731 716
Autres	10	6 519	7 421
	11	5 678 429	5 739 137
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	12	4 887 370	2 369 609

*Extrait du rapport financier, page S20*

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	99 767	190 998
Excédent de fonctionnement affecté			
-	14		
- Budget 2016	15	1 992	
- Budget 2015	16		14 223
- Numérisation matrice graphique	17		3 255
- Nettoyage bassin	18	12 500	7 500
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	14 492	24 978
Réserves financières			
Fonds réservés	24		
	25	1 640	1 640
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	)	( 58 751 )
Financement des investissements en cours	27	(394 065)	(369 754)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	5 165 536	2 580 498
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	4 887 370	2 369 609

*Extrait du rapport financier, page S23-1*

**SOMMAIRE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	1	417 322	428 646	396 940
Compensations tenant lieu de taxes	2	16 302	10 228	12 773
Quotes-parts	3			
Transferts	4	378 306	237 013	384 113
Services rendus	5	11 550	13 449	14 664
Autres	6	14 950	16 379	16 187
	7	838 430	705 715	824 677
<b>Investissement</b>				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		5 485	41 935
Autres	11			16 858
	12		5 485	58 793
	13	838 430	711 200	883 470

*Extrait du rapport financier, page S14*

**SOMMAIRE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale						
Évaluation	1	18 219	28 590		28 590	21 187
Autres	2	134 030	129 468		129 468	128 566
Sécurité publique						
Police	3	20 155	21 886		21 886	21 508
Sécurité incendie	4	63 207	63 139	11 405	74 544	71 091
Autres	5					
Transport						
Réseau routier	6	157 330	209 450	32 039	241 489	247 250
Transport collectif	7		1 552		1 552	1 534
Autres	8	1 670				
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	269 294	80 998	43 606	124 604	122 735
Matières résiduelles	10	53 678	51 526		51 526	53 391
Autres	11	2 080	2 073		2 073	2 378
Santé et bien-être	12					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	22 705	19 504	627	20 131	20 208
Promotion et développement économique	14		4 326		4 326	3 325
Autres	15					
Loisirs et culture	16	9 060	14 349	2 467	16 816	6 075
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	101 225	99 250		99 250	102 856
Amortissement des immobilisations	19		90 144	( 90 144 )		
	20	852 653	816 255		816 255	802 104

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3